

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

**Décision n° DRIEE-SDDTE-2019-205 du 17 septembre 2019**  
**Dispensant de réaliser une évaluation environnementale**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région d'Ile-de-France  
Préfet de Paris  
Commandeur de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juin 2017 de monsieur le Préfet de la région Île-de-France portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Jérôme Goellner, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2019-DRIEE-IdF-018 du 20 juin 2019 portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Jérôme Goellner, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F01119P0180 relative au **projet de forages situés à Montceaux-Lès-Provins dans le département de la Seine-et-Marne**, reçue complète le 13 août 2019 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de la santé d'Ile-de-France daté du 6 septembre 2019 ;

Considérant que le projet consiste en la création de six piézomètres (dont cinq piézomètres en option) pour réaliser des essais de pompage en eau, d'une profondeur de 85 mètres dans le cadre de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) portant sur l'autorisation de prélever du captage d'alimentation en eau potable existant de Montceaux-Lès-Provins et sur l'instauration des périmètres de protection ;

Considérant que le projet consiste en la création d'un forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m et qu'il relève donc de la rubrique 27° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les 6 forages (dont 5 en tranche optionnelle) vont servir respectivement, pour l'un à des essais de pompages, et pour les cinq autres à des mesures piézométriques, et permettront de déterminer les paramètres hydrodynamiques de l'aquifère capté, l'influence du captage lorsqu'il est en pompage, et ainsi de déterminer le cône d'influence du captage ;

1/2

Considérant que ces forages seront soumis à autorisation au titre du Code de la Santé Publique ;

Considérant que le projet fera l'objet d'une déclaration au titre des articles L.241-1 et suivants du code de l'environnement (loi sur l'eau) et qu'il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ;

Considérant que le projet s'implante au sein d'une zone constituée de parcelles agricoles, à l'écart des secteurs urbanisés ;

Considérant que le projet présente une faible superficie (généralement 150 m<sup>2</sup> en phase de chantier, 3 m<sup>2</sup> en phase d'exploitation) ;

Considérant que les travaux seront de courte durée ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le maître d'ouvrage et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire pour **projet de forages situés à Montceaux-Lès-Provins dans le département de Seine-et-Marne.**

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

En application de l'article R.122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France.

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France et par délégation, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région d'Ile-de-France

*Par Délégation*  
Le chef du service du développement durable  
des territoires et des entreprises  
D.R.I.E. Ile-de-France

**Enrique PORTOLA**

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.